

CONFERENCE DE PRESSE DE

M. Pierre MAUROY

Samedi 20 FEVRIER 1993

LES INTERVENTIONS DE PIERRE MAUROY DANS LA CAMPAGNE

Pendant la campagne des législatives, je participerai à de nombreuses réunions publiques, dans la Région, mais aussi ailleurs en France.

- Dans la Région :

Après Fâches-Thumesnil et Tourcoing, à Haussy, dans le Dunkerquois, à Lille avec Michel ROCARD le 12 mars, à Hellemmes, dans le Valenciennois, à Caudry et à Douai.

- En France :

A Nîmes, Montpellier, dans l'Aisnes, au grand rassemblement de la Mutualité à Paris le 19 mars, dans la Corrèze.

**CONFERENCE DE PRESSE DE
M. PIERRE MAUROY
Samedi 20 FEVRIER 1993
INTERVENTION SUR LE PROGRAMME DE
LA DROITE**

Dans le programme de la droite, il y a d'abord deux idées, inlassablement répétées par les responsables de la droite, et que nous ne pouvons pas accepter. Mensonge mille fois répété ne devient pas pour autant Vérité !

La première idée, proclamée dès la première ligne de la plateforme RPR-UDF, c'est que désormais la réforme, ce serait la droite.

Oui, la droite s'est emparée de l'idée de la "réforme". Mieux, ou plutôt pis encore, elle la revendique avec un certain succès si l'on se fie aux récentes enquêtes d'opinions. Il n'y a pas si longtemps, pourtant, la droite et la réforme constituaient un couple à peu près aussi bien assorti que celui formé par Jacques Chirac et Valéry Giscard

d'Estaing !

Or, la réforme n'a pas pour la droite et la gauche la même importance. Quand elle ne sera jamais pour la première autre chose qu'un choix de circonstance, elle est dans la nature de la seconde.

Voilà pourquoi la gauche ne doit avoir de cesse de dénoncer cette supercherie.

Sur les grandes réformes votées depuis 1981, le constat est aussi clair qu'implacable : la droite n'a été au rendez-vous d'aucune d'entre elle. Ou plutôt, pour être vraiment honnête, elle en a votée en tout et pour tout une seule : la loi sur le surendettement des ménages. En douze ans, il faut avouer que c'est quand même relativement peu ! insuffisant en tout cas pour pouvoir revendiquer avec quelque crédit le vocable de réformateur.

Ils disent "décentralisation" :

aucune des lois de décentralisation n'a été votée depuis 1981 par la droite.

Ils disent "morale". Le cumul des mandats, le financement des partis politiques, le statut de l'élu, la prévention de la corruption, pas une seule de ces lois n'a été votée par la droite.

Ils disent "état de droit". La suppression des tribunaux d'exception, l'abolition de la peine de mort, le renforcement de la répression des actes racistes, l'élargissement de la saisine du Conseil Constitutionnel à tous les citoyens, aucune de ces lois n'a été approuvée par une majorité de la droite qui, au contraire, a le plus souvent bataillé becs et ongles pour s'opposer à ces avancées.

Ils disent -bouquet final- "justice sociale". Ils ont voté contre la limitation des loyers, contre la loi sur le logement des plus démunis, contre la solidarité entre les communes, contre la retraite à soixante ans, contre le remboursement de

l'IVG, contre la contribution sociale généralisée, contre -deux fois contre même- l'impôt sur la fortune, contre les 39 heures, contre les lois Auroux, et ils se sont même abstenus en 1992 sur la pérennisation du revenu minimum d'insertion.

Est-ce vraiment probant pour revendiquer la réforme et nous accuser d'immobilisme ?

Le deuxième slogan de l'opposition, c'est les "bombes à retardement". La France serait, à les en croire, dans un état comparable à celui de la libération. Quelle est la réalité ?

Avec une croissance à 3 % en moyenne depuis 1988, la France connaît l'expansion la plus forte parmi les sept pays les plus industrialisés, à l'exception du Japon.

De même pour l'inflation : nous sommes arrivés au niveau le plus bas des pays européens.

Notre déficit budgétaire est plus faible que celui de l'Allemagne, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, du Canada, de l'Espagne, de l'Italie.

Parmi les grands pays de l'OCDE, seul le Danemark a mieux contrôlé l'endettement extérieur.

La différence de taux d'intérêt à long terme entre la France et l'Allemagne n'a jamais été aussi faible depuis plus de dix ans.

Notre commerce extérieur est pour la première fois nettement excédentaire depuis quinze ans.

La gauche a un bon bilan social. Au cours des septennats de François MITTERRAND, elle aura fait, mieux qu'en 36, mieux qu'en 44. La surprise, et c'est bien cela que la droite tente d'occulter c'est le bon bilan économique qui l'accompagne. Avec une ombre de taille, le chômage.

En définitive, la seule "bombe à retardement" dont il faut prendre garde, c'est une majorité écrasante de la droite à l'Assemblée Nationale et ses conséquences : la société française qui risque d'exploser avec une cohésion sociale ébranlée, une éducation nationale démantelée, des services publics menacés.

L'Augmentation des salaires directs par un grossier tour de passe passe : on supprime 150 milliards d'allocations familiales payées par les entreprises, on les transfère au budget de l'Etat qui doit financer les prestations familiales ; et, par miracle, les salaires directs se trouveraient automatiquement augmentés.

Reste des flous dangereux : c'est le programme pour les retraites, la santé, le financement de la protection sociale. Pas de chiffres, pas de dates, pas d'idées... La droite avance masquée, nous voulons que le débat s'ouvre et que la droite explique vraiment ce qu'elle souhaite.

**CONFERENCE DE PRESSE DE
M. PIERRE MAUROY
Samedi 20 FEVRIER 1993**

LA SITUATION DU L.O.S.C.

Depuis plusieurs semaines -en fait, depuis le 5 décembre 1992-, j'ai demandé à MM. Bernard LECOMTE et Marc DEVAUX, qui en manifestaient l'intérêt, de travailler sur un plan de reprise du L.O.S.C.

En effet, la situation du club n'était bonne ni sur le plan sportif, ni sur le plan financier, et j'avais clairement indiqué qu'après des années d'efforts, la Ville de Lille entendait limiter sa participation, se désengager de la direction du club, et trouver un relais avec le secteur privé.

Ces perspectives, je les ai rappelées à l'occasion de ma rencontre avec les joueurs, les dirigeants, et les supporters, le 25 janvier dernier.

MM. LECOMTE et DEVAUX, qui de

toute façon devaient attendre la certification des comptes de l'exercice précédent, intervenue lors de l'assemblée générale du 29 janvier, m'avaient promis de me rendre leurs conclusions avant la fin du mois de mars.

Devant l'urgence constituée par la dégradation de l'ambiance liée à l'incertitude, et par les résultats sportifs médiocres, ils sont venus me remettre leurs conclusions jeudi soir, après avoir accéléré leur travail d'analyse de la situation du club, en liaison avec les services municipaux, et notamment le Secrétaire Général Adjoint chargé des finances, M. Bernard FLOTIN.

Ces conclusions sont positives. Sans méconnaître des difficultés immédiates liées à la situation de la trésorerie, et d'autres qui concernent à terme la reconstitution du capital, elles permettent d'envisager un équilibre d'exploitation pour la saison prochaine, au prix d'une gestion particulièrement rigoureuse.

Dans ces conditions, ils m'ont donné leur accord pour assumer la direction du L.O.S.C. dès maintenant, pour assurer donc la fin de la saison en espérant le maintien en 1ère division, et pour préparer la saison prochaine sur des bases nouvelles.

Cette solution a évidemment été conclue en liaison avec mon adjoint Paul BESSON qui, depuis plusieurs semaines déjà, avait remis à ma disposition son mandat de Président du L.O.S.C. et de membre du Conseil d'Administration. Formellement, Paul BESSON m'a remis hier sa démission, qui prend effet aujourd'hui.

L'intérim sera donc assuré par M. Bernard LECOMTE, jusqu'au prochain Conseil d'Administration convoqué en urgence c'est-à-dire, pour le début de la semaine prochaine.

A ce moment là, M. Marc DEVAUX entrera au Conseil d'Administration, et deviendra Président, jusqu'à la fin de la saison. Comme vous

le savez M. LECOMTE, moins disponible dans l'immédiat, n'a pas souhaité occuper cette responsabilité.

Il est prévu que les structures de la SAEMS évoluent, et que le Conseil d'Administration soit remplacé par un Conseil de Surveillance, et un Directoire.

A ce moment là, M. Bernard LECOMTE prendra la présidence du Conseil de Surveillance, et M. DEVAUX celle du Directoire.

La Ville de Lille continuera bien entendu à siéger, puisqu'elle est majoritaire dans cette SAEMS, mais seulement au Conseil de Surveillance, ce qui signifie bien qu'elle n'assumera plus la responsabilité de la direction du club, comme c'était le cas aujourd'hui avec M. BESSON.

J'espère que ces nouvelles dispositions, qui visent avant tout à pérenniser le football professionnel à Lille, permettront au L.O.S.C. de se ressaisir.

J'espère également que les nouveaux dirigeants trouveront les concours financiers nécessaires, tant auprès des entreprises régionales, que des collectivités. La Ville de Lille, pour sa part, continuera à apporter sa contribution normale, c'est-à-dire la subvention annuelle, et la mise à disposition des installations en bon état de marche. Mais comme je l'avais annoncé, elle n'ira plus au-delà de cet effort important.

Vous le voyez, j'ai voulu privilégier une solution lilloise, plutôt que toute autre. Néanmoins, la solution de fusion étudiée avec le RC Lens par M. BESSON a le mérite d'avoir suscité un mouvement d'opinion autour du L.O.S.C.

Il est bien entendu que cette solution doit être considérée comme ultime, quand toutes les autres ont échoué.

Je souhaite vivement que les décisions prises permettront de retrouver

la sérénité, et que les joueurs, désormais fixés sur leurs perspectives, donneront à leur club les moyens de renouer avec le succès. Je compte également sur les supporters pour revenir en nombre à Grimonprez-Jooris, car un grand club de football justifie avant tout son existence par l'intérêt que lui porte son public.

Enfin, je souhaite que tous ceux qui n'ont pas manqué de critiquer l'équipe précédente laissent aux nouveaux dirigeants le temps de travailler dans la confiance, pour redresser une situation difficile.

→ remercier les membres du conseil
 → Roland Pérois beaucoup de
 disponibilité et de rigueur - la chance
 d'être à la tête d'un club de football -
 la confiance des dirigeants - la confiance
 des supporters - la confiance des
 dirigeants et des supporters
 les années -